



Ensemble pour le logement social, pour un vrai service public!

RASSEMBLEMENT LE 8 DECEMBRE 2017

La situation du logement social devient catastrophique, pour les locataires, les salariés et les bailleurs sociaux.

- La CGT a décidé de s'engager auprès du collectif «Vive l'APL» qui regroupe 75 organisations associatives, syndicales, de défense de consommateurs, de bailleurs sociaux pour défendre le droit au logement social.

Le projet de loi de finances 2018 et la nouvelle loi logement en gestation, à ce jour, prévoient :

- L'augmentation de la TVA à 10 % au lieu de 5,5 % à l'initiative de l'USH.
- 1,7 milliards de suppression de crédits pour l'APL rendant encore plus difficile l'accès au logement pour les personnes et les ménages les plus en difficulté,
- La suppression de l'APL pour les accédants à la propriété mettant à mal l'accession sociale
- La création d'un nouveau bail de très courte durée qui prolonge la précarisation des salariés et des étudiants induite par la loi « travail »
- la « mobilité » imposée pour les résidents du parc HLM

Alors que le droit à un toit est un droit essentiel à tous, le budget du ministère de la Cohésion des territoires, qui contient principalement le budget dédié au logement (dont 82% sont consacrés à l'accès au logement, soit 13,556 milliards), figure parmi les plus importantes baisses pour 2018.

Faisant ainsi, le gouvernement menace le bon entretien des logements, la réhabilitation thermique, la production de nouveaux HLM, l'encadrement humain et les missions sociales des HLM.

Pour se défaire de tout effort budgétaire en faveur du logement social, le gouvernement veut imposer à ACTION LOGEMENT (ex 1 % logement), dans le cadre de la future convention quinquennale, le rachat du patrimoine HLM mis en vente par les organismes afin que ces derniers disposent de ressources compensatrices à la baisse des APL.

Alors que Macron fait les poches du logement social et des locataires les plus modestes, le budget de l'Etat 2018 prévoit 7 milliards de cadeaux au titre de l'allègement de l'ISF et de la réforme de la taxation des revenus mobiliers qui ne bénéficieraient qu'à une poignée de foyers les plus riches !

Trop, c'est trop!

INDECOSA-CGT appelle ses adhérents et plus largement tous les salariés actifs et retraités, les privés d'emplois et précaires à prendre part à cette initiative organisée dans le cadre du mouvement « Vive l'APL » sur l'ensemble du territoire.

**RASSEMBLEMENT devant la CAF de RENNES
A partir de 10 heures**